

Communisme en mouvement

Numéro 11

Février 2007

Dans un contexte difficile, réflexions et actions se poursuivent malgré l'échec des composantes du rassemblement anti-libéral à représenter par un nom sur le bulletin de l'élection présidentielle, le bien commun construit tant dans les pratiques que dans les contenus.

Des membres du PCF, qui réfléchissent sur les responsabilités de leur propre parti et la nécessité d'en débattre, s'insurgent contre les difficultés, voire le refus de ce débat et les méthodes qui sévissent dans certains cas, au PCF. C'est ce qu'illustrent les textes de la première partie de ce nouveau bulletin de "Communisme en mouvement.

Alerte devant les risques encourus aux Législatives si le PCF persiste dans la même posture que pour la Présidentielle, et, au contraire appel à tout faire pour que, lors de ce deuxième scrutin au moins, la ligne du rassemblement soit respectée, tels sont les thèmes de la deuxième partie de notre 11e bulletin.

Dans le même temps, membres ou non d'une organisation, ceux qui se reconnaissent dans l'idée même du communisme et se nomment "communistes unitaires", continuent d'échanger, de tenter de poser les jalons d'un espace communiste où ils travaillent sur le projet, la démarche communiste. Dans l'attente d'un site et autres outils spécifiques à cet espace, nous publions, en troisième partie, trois contributions à cette construction de l'espace des "communistes unitaires".

Bonne lecture !

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Sommaire

1. Colères au PCF

Cher rédac' chef de l'Huma	Andréa Quéraud	2
Ruptures	13 communistes de Roissy ...	4
Apaiser, respecter, débattre	19 membres du CN	6
Réponse	Marie-Georges Buffet	7

2. Elections, démarches et enjeux

Une catastrophe annoncée	Gérard Badeyan	9
La démarche unitaire doit l'emporter	Philippe Stierlin	12
A quand des signes politiques clairs ?	Anne Jollet	15
Abandons et illusions : danger !	Isabelle Lorand	16
Stop les bêtises !	Catherine Tricot	18

3. Vers un espace des communistes unitaires

Ce que j'attends d'une association des communistes unitaires	Pierre Zarka	19
Produire pour sortir le communisme de l'impasse	Danielle Sanchez.....	23
Thèses pour le communisme	Laurent Lévy.....	25

1. Colères au PCF

Les statuts changent, pas les pratiques

Andréa QUERAUD
Cahors, Lot

E-mail du 18 janvier 2007

Cher rédac' chef de l'Huma

Des luttes de 1995 en passant par la création d'associations mobilisant autour de thématiques politiques, économiques et sociales, les dynamiques de citoyens hors partis se sont multipliées.

Pourquoi ? Parce que le désir d'intervention politique n'a jamais été relayé par des organisations beaucoup plus préoccupées par leur propre devenir, par leur occupation du « marché » électoral ou par leur méfiance des initiatives hors parti, forcément suspectes car non maîtrisables.

Avec la dynamique du NON au référendum sur le TCE, les collectifs unitaires représentaient une chance historique pour le PC : des gens s'intéressaient à nous ! Avec quelques méfiances mais aussi l'envie d'aller ensemble. Ces camarades de lutte ont fait beaucoup d'efforts vers le PC.

Le « coup » du 19 décembre 2006, du PC envers les collectifs, représente le dernier symptôme en date de la culture de parti.

En votant une fois dans les collectifs unitaires pour MGB et une fois dans « l'orga » pour le maintien de la candidate, le PC a réalisé le double consensus... de ses adhérents. Lors de cette dernière consultation interne, la candidate a rassemblé quelques 42000 suffrages sur 93000 inscrits. Soit moins d'un adhérent sur deux.

Cette consultation se déroulait dans l'« urgence » de désigner un candidat 3 jours avant Noël pour une entrée en campagne 15 jours plus tard ! L'Huma n'a pas dit les choses de cette manière.

Comment comprendre cet acharnement à vouloir coûte que coûte un candidat du sérail ?

Quel est le sens d'une candidature de « rassemblement » qui, à défaut d'être une candidature de conviction, court le risque d'être la candidature des convaincus ? A quoi sert un parti politique durablement installé autour de 5% ?

Plus drôle encore, si je puis dire : comment interpréter le culot, la

naïveté ou le machiavélisme de ceux qui souhaitent encore des candidats communs aux législatives ?!

Autant demander au mari cocu de réparer la maison de l'amant de son épouse !

Le retournement de veste de l'Huma, au lendemain du vote pour le maintien de MGB, m'a donc laissé sur le cul. Avec son cortège de ralliements internes à la candidate, dans une phraséologie aussi creuse qu'élogieuse, mais sans jamais évoquer, par exemple, la baisse des effectifs du PC.

Tu m'écris « Lire l'Humanité et l'Humanité Dimanche, ce n'est pas une adhésion. Les journaux sont périssables ». Je ne pense pas confondre adhésion au PC et abonnement à l'Huma. L'Huma est toujours un espace politique que j'interpelle sur sa ligne éditoriale. Et comme les organisations, en effet, les journaux sont périssables.

Pourquoi ? Sûrement à cause du bipartisme, des médias bourgeois, de l'extrême gauche, des sociaux démocrates, des refondateurs, etc... la liste est longue et tellement habituelle ! Au PC comme à l'Huma, c'est toujours la faute de l'autre.

Alors oui, les statuts ont peut-être changé, mais à mon avis, pas les pratiques quand je vois la complaisance de mon journal envers mon parti.

Cette perpétuelle schizophrénie, entre le discours et les actes, a quelque chose d'épuisant et de méprisant.

Pour toutes ces raisons, je ne participerai pas à la catastrophe électorale prévisible. Je n'ai pas envie de me ranger derrière un chef, fût-il une femme. On peut être fier d'être communiste, avoir honte de son parti et continuer d'être heureux ! Je n'ai pas de rapport fusionnel avec « l'orga », je ne glorifie pas les « chefs », je n'ai aucune envie d'être au garde à vous et je ne confonds pas les objectifs et les moyens.

Quand l'outil est dépassé et que les objectifs ne sont pas atteints, il faut changer l'outil.

Ma démarche reste néanmoins empreinte d'interrogations : symptômes, schizophrénie, paranoïa, idéal de maîtrise, aurons-nous la patience d'attendre que les partis politiques de la gauche en France aient terminé leur psychanalyse ? Ou décidons-nous, enfin, d'ouvrir un nouvel espace politique à gauche ?

Cordialement

Andréa QUERAUD, de Cahors et du Lot

Ruptures

Lettre de 13 communistes
7 février 2007

Aux communistes de la section de ROISSY Aéroport

A la fédération de Seine St Denis du PCF
Au secrétariat de Marie George Buffet
Pour information au responsable national aux entreprises R. Shehan

Une dynamique anti-libérale était engagée, un espoir était né. Celui d'ouvrir une alternative à l'ultralibéralisme de Sarkozy, à sa variante sociale-libérale et de mettre en échec la tentative d'installer le bipartisme comme système politique dans notre pays, moyen le plus efficace pour pérenniser le système.

Cette dynamique a été brisée par le coup de force de la direction du PCF pour imposer la candidature de M.G. Buffet. De ce fait les forces anti-libérales vont affronter de façon éparpillée l'échéance présidentielle.

La responsabilité du PCF est à cet égard historique. Avec la force du non de gauche, les succès des premiers meetings, malgré l'absence de la LCR (le Mans, Montpellier...), indiquaient que cette dynamique prenait de l'ampleur. Malgré les appels qui lui étaient adressés de la part des militants anti-libéraux, de personnalités diverses connues pour leur engagement (G. Séguy, L. Sève...) , la direction du PCF a adopté et conservé une attitude désastreuse pour notre peuple et suicidaire pour le parti.

Alors, oui, nous partageons la colère d'un grand nombre de militants anti-libéraux et de tous ceux qui espéraient sortir de la déferlante libérale destructrice d'humanité. Colère contre ce coup de force briseur d'espoir et contre le caractère prémédité de la démarche. Nous avons honte que notre parti ait cru pouvoir impunément instrumentaliser les collectifs anti-libéraux et n'ait pas hésité pour s'assurer du résultat d'en créer des dizaines dans les semaines qui ont précédé la consultation des dits comités sur la candidature. Colère également que notre parti ait renié sa parole sur le mode de désignation par consensus sur lequel toutes les parties s'étaient mises d'accord, pour imposer la loi de la majorité qu'il s'était assuré.

Nous partageons la colère de nombreux communistes d'avoir été eux-mêmes manipulés. La manière dont les différents votes internes ont eu lieu permettant d'aboutir à ce qui, en définitive, était décidé depuis le début, à savoir imposer la candidature de la secrétaire nationale du PCF.

Depuis de nombreuses années nous avons lors de débats de fond, notamment lors des congrès, mais pas seulement, tenté de contribuer à ce que le PCF fasse un choix stratégique qui se fixe comme objectif la visée communiste et une conception du rassemblement permettant à

toutes les forces intéressées de travailler ensemble sans velléité hégémonique. Pour nous, la visée communiste, c'est rompre avec la primauté de l'institutionnel, c'est dans un même mouvement se battre pour rompre avec le capitalisme et s'émanciper des rapports sociaux de toute domination et dépossession.

Aujourd'hui force est de constater que la direction du PCF a décidé de se fixer une ambition différente : celle d'oeuvrer à une modification d'un rapport de forces avec le PS pour peser à gauche sur sa politique. De ce fait, il sépare l'immédiat du projet, il se définit par rapport au PS et non par rapport à la visée communiste. Cela revient à réduire l'intervention politique à une sorte de syndicalisme politique et à la recherche du soutien du PS pour maintenir des positions électorales qui du coup demeurent incertaines.

Ni l'ambition politique, ni la conception de rassemblement autour du parti, ne permettent de sortir du système institutionnel et de rompre avec ce système social.

Les méthodes utilisées (manipulation, agressivité vis à vis des communistes en désaccord et envers des antilibéraux avec qui nous sommes censés nous retrouver demain) ne sont à nos yeux pas compatibles avec des idéaux et des valeurs communistes.

Ces attitudes, ces comportements, cette culture institutionnelle, ce rapport de pouvoir qui fait croire que c'est le parti qui détient la clef des solutions alors qu'il n'a de cesse de déposséder, n'est pas la voie pour construire du communisme. Au contraire nous nous en éloignons.

Nous sommes convaincus que pour construire le changement dans notre pays, nous avons à apprendre, à discuter, à respecter, à construire ensemble. Un rassemblement ne peut être conçu qu'en prenant en compte les différences. Il ne peut y avoir de loi majoritaire.

Nous continuerons à nous battre et à porter le projet et l'idéal communiste avec « Communistes Unitaires ». Nous espérons nous retrouver bientôt dans des luttes communes sur cette visée communiste avec de nombreux adhérents actuels du PCF. En même temps nous sommes décidés de participer de façon active au combat pour un rassemblement majoritaire anti-libéral.

BINDER Serge,
CONDAMINE Christian,
FRANCQ Pierre,
FRASSIN Didier,
GUELLE Marie-Claude,
LEBLEGUET Michel,
MAIRESSE Serge,

MARCHILLE Jean,
MARTIAL Chantal,
MONSEGU Karine,
MORTENSEN Bjarne,
VERGNAUD Daniel,
VERGNAUD-MONVOISIN Valérie.

Ont décidé de quitter le PCF :

BINDER Serge, CONDAMINE Christian, FRASSIN Didier, GUELLE Marie-Claude, MAIRESSE Serge, MARCHILLE Jean, MARTIAL Chantal, MORTENSEN Bjarne, VERGNAUD Daniel, VERGNAUD-MONVOISIN Valérie

Apaiser, respecter, débattre

19 membres du CN

à

Marie-George BUFFET

Joëlle GREDER,
Présidente du Conseil national

Michel LAURENT
Coordinateur du pôle « vie du parti »

Paris, le 13 février 2007

Chers camarades,

De nombreux départements nous parviennent des échos du malaise des communistes de toutes sensibilités consécutif aux événements de la dernière période : situations conflictuelles, clivages, mises en cause personnelles...

De nombreux adhérents (parmi lesquels des responsables de tous niveaux et des élus) annoncent qu'ils rendent leurs cartes ou qu'ils se mettent, d'une manière ou d'une autre, en congé de Parti.

Jusqu'à présent, notre direction n'a eu aucun geste d'apaisement. Et certaines directions de fédérations, comme celle des Bouches-du-Rhône récemment, rajoutent à la tension et à la division.

Il est d'abord nécessaire que les membres du Conseil national disposent d'informations exhaustives sur la situation interne, globalement, et sur l'ampleur des départs, en particulier.

Il est ensuite de la responsabilité de notre direction que des actes d'apaisement soient produits rapidement.

C'est nécessaire dans la perspective des échéances, internes et externes (autres scrutins), qui vont se succéder après la présidentielle.

Il est urgent que notre direction ouvre des espaces de débat : dans cette période troublée, cela pourrait contribuer à prévenir autant que possible des fractures majeures.

Plus précisément, lorsque les désaccords sont profonds, il est indispensable de veiller à la place de chacun. Notre direction doit donc être très vigilante concernant le respect des choix de chaque communiste, toutes formes de sanction ou de mise à l'écart, même symboliques, étant à proscrire.

Fraternellement.

Gilles ALFONSI, Patrick BRAOUEZEC, Bernard CALABUIG, Chantal DELMAS, Frédéric GENEVEE, Moustapha GUEYE, Anne JOLLET, Sylvie LARUE, Isabelle LORAND, Fernanda MARRUCHELLI, Roger MARTELLI, Danièle MONTEIL, Dominique NEELS, David PROULT, Nadine STOLL, Catherine TRICOT, Sylvie TRICOT-DEVERT, Pierre ZARKA, Malika ZEDIRI
membres du Conseil National.

Réponse de Marie-George Buffet

Chères camarades,
Chers Camarades,

Je parcours actuellement la France pour y inscrire une candidature utile pour battre la droite et réussir à gauche.

Dans ces déplacements, je rencontre de nombreux militantes et militants de notre parti. Certains me font part de leur déception de n'avoir pas réussi à obtenir une candidature commune du rassemblement antilibéral tout en étant mobilisés autour de la candidature que je porte.

D'autres me font part de leur colère de voir quelques membres de leur parti faire campagne pour une autre candidature que celle désignée majoritairement, et à plusieurs reprises, par les adhérents et adhérentes. A chacun et chacune d'entre eux, j'exprime le sens de la candidature que je porte, son contenu, inscrits dans la démarche adoptée lors de notre 33ème congrès. Et je fais part de mon attachement au rassemblement des communistes, à la force que constitue à mes yeux leur capacité à vivre ensemble dans leur diversité. Et si mise à l'écart il y a, n'est ce pas d'abord le fait de celles et ceux qui parmi vous ont choisi par exemple de ne plus faire partie de l'exécutif ? Je regrette que quelques camarades aient choisi d'être les porte parole d'une candidature opposée à celle désignée par les communistes. Vous savez bien que nous avons choisi ensemble un fonctionnement d'où la sanction politique est désormais bannie et je m'interroge donc sur les événements auxquels vous faites référence. Je ne connais que des confrontations d'idées et d'arguments au sein d'un parti comme le nôtre. Je serais bien sûr intéressée de connaître les éléments précis en votre possession sur les faits existants dans les «

nombreux départements » auxquels vous faites référence. Soyez certains que ma démarche sera celle de l'unité de notre parti mais comprenez que je sois garante du fonctionnement démocratique de celui ci et donc du respect du choix majoritaire des adhérentes et des adhérents .

Je souhaite vous retrouver dans ce combat essentiel pour battre la droite et réussir à gauche.

Mon amitié à chacune et chacun.

Marie-George Buffet

2. Elections, démarches et enjeux

Une catastrophe annoncée

Une analyse de

Gérard Badeyan
Animateur du Collectif de Malakoff
Démissionnaire du PCF

Janvier 2007

Une des choses qui me frappent le plus dans la situation actuelle, c'est le déni de l'extrême gravité de la situation pour le Parti. C'est le style "on en a vu d'autres, le parti s'en est toujours sorti, c'est un mauvais moment à passer"... On raisonne sur la suite, pour cela tout le monde est d'accord pour le maintien du rassemblement antilibéral, pour, au moins, garder une partie de tout ce qui a été fait en ce sens jusqu'ici. On avance le nouvel argument sur la volonté de recomposition politique de nos partenaires, surgi soudainement dans la dernière période et qui serait la raison profonde de l'échec du rassemblement. Mais quelle sera la situation à la fin du cycle électoral, c'est-à-dire après les élections municipales et cantonales du printemps 2008 ? .

Peut-être une des raisons de cet aveuglement se situe-t-il dans le fait qu'après les 3,5% de la présidentielle de 2002, le parti a été affaibli mais capable de redressement. De fait, toutes les données politiques conduisent la candidature de MGB à être ce qu'elle avait toujours dit ne vouloir être à aucun prix, c'est-à-dire une candidature de témoignage, comme pour celle de Robert Hue en 2002.

Or les deux situations ne sont en rien comparables : en 2002 les municipales étaient déjà passées. Le PS avait lui aussi subi une défaite très grave. Le traumatisme subi par l'électorat de gauche a conduit à ce que le réflexe de défense puisse jouer en faveur des députés communistes sortants. De plus face au danger FN, des accords de candidature unique ont été passés dans cinq circonscriptions PC où il était considéré que le FN représentait un danger. Cette fois-ci, même avec MGB à plus de 5%, même avec un doublement par rapport aux 3,5% de 2002, l'effet serait sans commune mesure, car le PS ne serait pas à 16% mais à 25 ou 30%.

Or on connaît la force d'entraînement de l'élection présidentielle sur les législatives. Dans ces conditions, on ne voit pas comment le groupe parlementaire pourra être maintenu, des municipalités importantes supplémentaires vont être perdues, le sauvetage à l'arraché du CG93 de 2004 ne se reproduira pas deux fois. On connaît la rapidité de

l'effondrement lors de la perte d'une municipalité (voir le Plessis ou Drancy), ce qui renvoie à l'étroitesse et à l'âge élevé de l'effectif militant réel. Quand l'implantation locale du Parti sera devenue celle-là, le souvenir des discussions sur le refus de la recomposition politique laissera un souvenir amer.

Est-ce jouer à Cassandra que de dire cela ?

Evidemment, il ne faut pas faire partie des camarades qui croient à la manipulation des sondages. La crédibilité des sondages est, certes, atteinte, car, par facilité journalistique, les instituts ne publient pas de marges d'incertitudes, cette notion étant renvoyée dans une note de bas de tableau évidemment lue par personne. Cela conduit à des inversions de tendance d'un institut à l'autre du genre 52-48 pour Sarko pour l'un et 52-48 pour Ségo pour l'autre, or de tels résultats sont en réalité exactement les mêmes, la théorie statistique établissant que pour un échantillon de 1000 individus (taille habituelle pour les sondages politiques) on approche la vraie valeur en moyenne à 3% près (je simplifie). Mais les indications fournies sont justes pour les ordres de grandeur : pour l'instant MGB est bien en-dessous de 5%. Quant à espérer un renversement de tendance entre le début et la fin de la campagne comme celui du référendum, la question est justement que les conditions politiques qui étaient très favorables à une dynamique antilibérale sont désormais détruites.

Je crois qu'on peut chercher à comprendre cette situation a priori incompréhensible (au sens où on a toujours du mal à comprendre une personne suicidaire) en se référant aux élections régionales et européennes.

Aux élections régionales l'alliance avait été choisie avec le PS dans une grande majorité de régions (13 sur 22) et ce seulement deux ans après l'échec de la gauche plurielle, alors que le mode de scrutin permettait l'affirmation du Parti au premier tour, souvent pour un gain de quelques sièges : dans ces fédés avoir des élus sans remise en cause de la domination du PS est donc la perspective admise. Particulièrement significative est le cas de Midi-Pyrénées où a été gâchée l'opportunité historique de mettre en cause l'hégémonie traditionnelle du PS, puisqu'une liste alternative y a fait plus de 8% et que le choix en faveur de l'alliance avec le PS n'a été acquis que d'extrême justesse. En Nord-Pas-de-Calais et Picardie on a vu des listes de rassemblement classiques autour du Parti. En Ile-de-France on a eu l'expérience novatrice de la Gauche populaire et citoyenne. Pour les régions restantes où le Parti n'a pas fait liste commune avec le PS, je ne connais pas la nature exacte des listes, entre listes classiques comme en Nord-Pas-de-Calais et listes de rassemblement égalitaires avec les partenaires comme en Ile-de-France. On voit que la politique de rassemblement était au fond nettement minoritaire et mise en œuvre là où la direction nationale dirigeait directement.

Sur la base du succès de la Gauche populaire et citoyenne la direction du Parti a voulu alors étendre l'expérience à l'ensemble de la France à l'occasion des élections européennes. Le conseil national a adopté cette stratégie et il avait été décidé que sur les sept circonscriptions, trois auraient une tête de liste non communiste. Yves Salesse (qui du coup aurait acquis une certaine notoriété) était sollicité (et était d'accord)

pour le sud-ouest et la porte-parole de la confédération paysanne (on n' imagine même plus que cela a failli se faire !) pour l'est. En Ile-de-France où il était évident qu'il fallait faire réélire Francis Würtz qui devait donc être tête de liste, on avait en deux Hamida Ben Sadia et en trois Debons : à part l'Ile-de-France ce rassemblement a échoué en raison des oppositions des fédérations locales.

On voit donc qu'au-delà des accords sur des textes de congrès, la mise en application concrète de la politique de rassemblement antilibéral se heurtait encore en 2004 à des oppositions fortes et en fin de compte la campagne du référendum n'aura pas suffi à la généraliser. On voit aussi que nous tombons dans tous les pièges institutionnels : si le mode de scrutin pour les européennes n'avait pas été modifié , avec une liste unique pour la France, on aurait constitué une liste de type Gauche populaire et citoyenne et Salesse par exemple aurait été élu sur cette liste : je suppose qu'alors il aurait pu être choisi pour les présidentielles sans problème !

Comme on le sait, le meeting du Zénith était retransmis sur la chaîne parlementaire. Avant qu'il ne commence, Bocquet a été interviewé. Interrogé sur les législatives , il a répondu que, pour lui, la question était la présence de candidats communistes avec la perspective d'un groupe, que, bien sûr, il y aurait des « compagnons de route », comme il y en a toujours eus, mais clairement dans le cadre d'un rassemblement autour du parti communiste, en dehors du rassemblement antilibéral tel que nous le construisons depuis deux ans. C'est donc dans une grande clarté que ce dirigeant de premier plan a exprimé une ligne politique opposée à celle décidée au Congrès. Au cours de l'interview, Bocquet a précisé à un moment : « comme je l'ai dit dans les réunions du groupe ». Au sein du groupe certes, mais au congrès ? Le problème est que, délégué au congrès, je suis bien placé pour témoigner que Bocquet ne s'y est pas exprimé. En désaccord avec ses décisions, il prend soin de ne pas s'y exposer et s'oppose ensuite à la stratégie adoptée. Nous voyons donc fonctionner un dirigeant comme il y a des décennies, qui ne comprend pas que ce mode de fonctionnement est désormais totalement obsolète. Cette interview représente ce qu'il n'est plus possible d'accepter à la fois en termes de contenu politique et, c'est lié , de fonctionnement.

La démarche unitaire doit l'emporter

Philippe Stierlin
Membre du Collectif Paris-centre
pour une alternative au libéralisme
Elu communiste Paris 03
Conseil national du PCF

à Lionel Chabert
Fédération PCF de Paris
Chargé des législatives

Paris, vendredi 17 février 2007

Cher Lionel,

Je voulais te faire part ce jour de mes réflexions à la suite de ton coup de fil d'hier sur les candidatures aux législatives à Paris.

Comme je te l'ai indiqué, le Collectif Paris-centre pour une alternative au libéralisme, a discuté de la question des législatives dans cette circonscription¹ lors de sa réunion du mercredi 7 février. Dans la diversité de sa composition, de manière consensuelle (et même à la presque unanimité des présents, qu'ils soient engagés pour la candidature de Marie George Buffet, de José Bové, pour « les deux » ou qu'ils fassent le choix de ne soutenir personne), ce Collectif a proposé que je sois candidat.

Au-delà du nom, qui incarne toujours quelque chose, j'ai reconnu dans cette proposition la volonté de tenir la ligne politique du rassemblement dans un cadre commun et unitaire sur la base des 125 propositions et de la charte antilibérale, tout en tenant compte des spécificités du centre de Paris. C'est la légitimité essentielle de cette proposition. Le fait que des non-communistes proposent qu'un communiste, parce qu'il est porteur avec d'autres de la dynamique unitaire, soit le candidat commun à tous aux législatives tord le cou à l'idée que des non-communistes refusent par principe, ou du fait de je ne sais quel anticommunisme, une candidature d'un membre de parti politique en général et du PCF en particulier.

Lors de cette réunion, j'ai indiqué que cela suscitait de ma part une réflexion à la fois sur le plan personnel et sur le plan politique. Sur le premier point, je n'ai pas tranché. Sur le deuxième, j'ai indiqué au collectif qu'il faudrait se pencher un peu plus longtemps sur les critères de choix d'une candidature, sur la question de la parité homme-femme, sur comment mener une campagne la plus collective possible. Le secrétaire de section du 3e a lui aussi soutenu la proposition faite à travers mon nom lors de la réunion du collectif.

¹ Arrondissements 1,2,3,4 - la députée sortante est Martine Billard (Verts), qui se représente, avec un suppléant PS (circonscription réservée aux Verts par le PS).

Les communistes du 3e réunis en AG le mardi 13 février ont à la majorité fait de même. Je ne connais pas la position officielle des communistes du 4e.

Malgré l'écœurement suscité par l'émiettement des candidatures antilibérales, nous sommes dans une configuration unitaire, ce qui n'est pas si fréquent si je regarde le paysage, parfois en ruine, sur les autres arrondissements parisiens.

Notre conversation m'incite à te faire part de points essentiels, qui me paraissent autant de conditions - au bon sens du terme - à réunir pour que cette candidature (et ce pourrait être le cas d'une autre), soit bien celle du rassemblement. Echaudé comme beaucoup d'autres communistes par ce qui s'est passé aux présidentielles, et considérant que le Parti a une responsabilité d'autant plus importante qu'il n'a pas cherché de solution alternative à la candidature de Marie-George, je ne me détermine qu'au regard de cette ligne politique de rassemblement anti-libéral conforme au dernier Congrès. Sauf à penser que cette ligne ait changé, ce qui est une question légitime au vu de certains actes observables.

Tu m'as indiqué hier que tu proposerais cette candidature à l'exécutif départemental du PCF 75, qui examine, sous ta responsabilité, l'ensemble des candidatures parisiennes. Je ne peux qu'applaudir à une attitude ouverte qui tranche avec le bulletin monolithique de la Fédération, sans aucune place pour les communistes unitaires. Mais tu conviendras qu'une posture ouverte à géométrie variable est en soi un problème.

Le soutien de la Fédération n'a de sens que si celle-ci soutient sur tous les arrondissements la ligne politique du rassemblement unitaire et y apporte un plus. Etre jeune ou vieux, une femme ou un homme, un militant des droits, un salarié de l'énergie (c'est mon cas)... ne saurait en l'occurrence tenir lieu de ligne politique. Elle ne peut que l'épauler.

Aussi, pour lever toute ambiguïté, je souhaite de ta part et de manière écrite des éclaircissements sur trois points:

- **Label**

C'est évidemment une question politique. Le « label » des candidats que propose la Fédération de Paris est-il « la gauche populaire et antilibérale », c'est-à-dire exactement le même que celui utilisé actuellement pour la campagne de Marie-George. Rien n'oblige en effet à mettre un label identique pour les présidentielles et les législatives. Tu m'as parlé de cohérence entre les deux élections. Je partage ce point de vue. Pour ma part, je n'ose penser que la cohérence choisie puisse être celle qui a conduit à l'écclatement. Une telle candidature ne peut donc se faire sous le label en question : cela équivaldrait à un ralliement à la candidature de Marie-George, ce dont il n'est question ni pour de nombreux collectifs, ni pour moi. Ma position serait identique s'il s'agissait de reprendre à l'identique le label de José Bové, qui représente

un segment du rassemblement mais pas son tout. Pour ce qui concerne le PCF, je ne serai donc pas d'une démarche sous l'égide du label de la «gauche populaire et antilibérale» avec présentation vers la mi-mars par le PCF d'une liste sous ce vocable.

● **Financement**

La question du financement est une question politique avant d'être une question administrative. Le financement d'une campagne est collectif. Des financements publics étant attribués, le mode de gestion et la répartition de ce financement doivent l'être tout autant. L'hébergement des financements mérite également une clarification. Que propose la Fédération du PCF sur ce point dans le cadre d'une candidature unitaire ?

● **Cohérence parisienne**

La situation inter-arrondissements est loin d'être la même partout. La Fédération envisage-t-elle de soutenir et de favoriser partout des candidats promoteurs de cette démarche de rassemblement ?

Je voulais enfin conclure sur deux éléments connexes mais déterminants

- a) je souhaite que le point de vue de communistes unitaires puisse trouver sa place dans les publications de la Fédération, notamment pem-Hebdo ; il en va du respect de la diversité des communistes, dont le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas la marque de fabrique actuelle de la Fédération. Je n'ai, en ce qui me concerne, jamais eu cette pratique d'ostracisme ; ainsi au sein de collectif du 29 mai que j'ai co-créé et co-animé, Martine Durlach, Denis Durand ont eu une tribune. Jean-François Gau et Roger Martelli ont été invités². C'est à dire, toute la « famille communiste ». Je souhaite donc une tribune dans pem-Hebdo, ce qui ne devrait pas poser de problème : le bulletin de la Fédération donne bien de la place à des communistes d'une orthodoxie plus que sectaire, opposés avec virulence au 33e Congrès, favorables à la purification politique à l'intérieur du PCF, à l'exclusion de communistes de toutes sensibilités.
- b) la résurgence de violences politiques internes d'un autre temps est inacceptable. Ces violences visent à écarter et diaboliser les communistes qui ont fait l'option 2, c'est-à-dire ceux qui, à un moment donné de la situation politique, ont privilégié le rassemblement et non le seul PCF pour le choix d'une candidature unitaire à la présidentielle. Laisser faire, banaliser, ou ignorer de telles violences serait faire preuve de lâcheté et de complaisance. Je souhaiterais que la Fédération dénonce clairement et par écrit de telles pratiques politiques. J'ai moi-même été mis en cause de manière diffamatoire au Comité Exécutif de Paris - dont je ne suis pas membre - le lundi 12 février. Et je ne suis pas le seul communiste à être ainsi gravement mis en cause à Paris, y

² de même qu' Yves Salesse, Martine Billard, Emmanuel Chaniel (LCR), des syndicalistes (SUD-PTT, CGT...), des citoyens non encartés...

compris dans mon intégrité.

Dans l'attente de ta réponse. Fraternellement.

Philippe

Copies :

- Collectif Paris-centre pour une alternative au libéralisme
- Communistes unitaires Paris
- Sections 3e et 4e
-

Pour information :

- Jean Vuillermoz, groupe communiste Conseil de Paris
- Patrice Cohen-Seat, Conseil National
- Patrice Bessac, secrétaire fédéral

A quand des signes politiques clairs ?

Anne Jollet
Paris

Intervention
Conseil national du PCF
26/2/2007

Un rapport qui in fine nous flatte ici : une droite puissante, face à elle une mauvaise candidate de gauche à laquelle nous opposons une bonne candidate de gauche. Certains débats aujourd'hui pourraient d'ailleurs nous laisser penser que nous sommes à la vieille de gouverner et qu'il est urgent de régler un certain nombre de divergences en matière de politiques économiques. Tout cela est bien plaisant à entendre, mais loin de la donne politique réelle.

Le rapport, qui dit bien la difficulté de la gauche à convaincre, minimise l'onde de choc provoquée par la rupture du processus unitaire en décembre dont l'effet dévastateur se poursuit. On fait trop comme si il n'y avait pas des collectifs, des unitaires qui continuent vaille que vaille à avancer, comme s'il n'y avait pas pluralité des candidatures, pas de candidature Bové, pas de candidature Besancenot. Le possible blocage de ces candidatures par la loi des 500 signatures et ses conséquences politiques y est finalement sorti du débat, alors qu'il s'agit d'un des débats importants du moment sur le fonctionnement de nos institutions. Il nous met à côté d'une réflexion nécessaire qui intéresse beaucoup nos concitoyens et dans laquelle notre engagement sur la VIe constitution devrait nous placer aux avant-postes. L'absence d'engagement peut même laisser penser que nous attendons un effet d'aubaine de ces non-

candidatures. Or, cela n'est bon ni du point de vue de la crédibilité de nos engagements en matière de fonctionnements politiques neufs à promouvoir, ni du point de vue d'un réalisme politique devant conduire à privilégier l'expression des idées antilibérales.

Que cela nous plaise ou non, nous savons que nous ne sommes pas à même de rassembler sur notre seul nom l'ensemble de ces forces antilibérales. C'est donc l'affaiblissement de leur expression et de leur pouvoir d'intervention politique qui est en cause. Et nous aurions bien tort de nous en féliciter. Les perspectives d'un tel affaiblissement sont catastrophiques pour l'ensemble de cet arc de force et donc pour nous-mêmes, à moins que nous renoncions à nous placer dans cet arc pour rejoindre le giron de la grande social-démocratie.

Nous gagnerions donc en crédibilité politique mais aussi en audience à porter fort le droit légitime de ces autres candidats antilibéraux à être présents dans le débat électoral.

La position du rapport sur les législatives n'est pas à même de favoriser non plus la cohérence de notre choix politique, cohérence qui, seule, pourrait donner à notre campagne une crédibilité à même de mobiliser. Nous avons là l'opportunité de donner des gages forts quant à la réalité de notre volonté unitaire, quant à notre détermination à poursuivre la démarche issue des collectifs du Non. Pour cela, il faut accepter que les législatives s'inscrivent en partie dans une logique différente des présidentielles, fassent place à la construction de véritables candidatures unitaires et nous devrions en tant que direction nationale, aujourd'hui, produire une expression claire en ce sens.

Abandons et illusions : danger !

Isabelle Lorand
Val de Marne

Intervention
Conseil national du PCF
26/2/2007

En prenant la décision – sous la pression des orthodoxes - de renoncer à la stratégie du rassemblement, nous avons fait un choix aux lourdes conséquences électorale, idéologique, et organisationnelle.

Nous avons dit que, dans un contexte du « tout sauf Sarkozy » et d'un corps électoral frappé par le syndrome du 21 avril, la division de la gauche d'alternative conduirait à son affaiblissement et nourrirait le bipartisme. Tous les indices semblent confirmer aujourd'hui que nous avons raison. Au-delà de ce que nous avons envisagé, la division produit plus que l'effet « vote utile ». Elle aboutit à l'effet « vote inutile ». Quelque soit l'empathie pour un candidat et ses idées, il y a un seuil de score prévisible qui rend « inutile » le vote. Malheureusement le risque de réitérer la catastrophe de 2002 est tel que nous réduisons

notre ambition à espérer franchir la barre symbolique des 5%. Catastrophe dont nous connaissons tous les effets collatéraux sur l'existence d'un groupe communiste à l'assemblée nationale, puis ensuite sur notre implantation territoriale.

Plus qu'un changement de stratégie, c'est un abandon de stratégie qui a eu lieu. Difficile d'être à la fois porteur d'une culture identitaire étroite et d'incarner le rassemblement, difficile d'avoir pour slogan « la gauche populaire et antilibérale » et d'affirmer que nous ne sommes pas du camp antilibéral mais de celui de la gauche. Ce déficit handicape franchement la candidature de Marie-George, qui au lieu d'incarner un véritable projet de société, un cap pour la France, apparaît réduite à défendre un programme de gouvernement.

Si cette ligne incertaine reposait sur l'illusion que, ce faisant, nous bénéficierions de la bienveillance ultérieure du PS, nous ferions preuve d'une bien grande naïveté. En France, comme partout dans le monde, la social-démocratie ferait volontiers l'économie d'une radicalité politique et sociale. D'ailleurs, le PS n'hésite pas, dans la seule circonscription communiste du Val de Marne, à porter une candidature unitaire – MRC, PS, PRG - pour nous battre. Avant goût de ce qui pourrait se développer dans nos villes en 2008. Des alliances pour nous battre au premier tour. La seule garantie d'union avec les socialistes, c'est l'existence forte sur l'échiquier politique de la frange la plus radicale de la gauche.

Enfin sur le plan organisationnel, l'abandon brutal de l'orientation a blessé trop de camarades qui se sont sentis trahis voire manipulés. Certains d'entre nous regrettent la décision, mais devant le risque de disparition du parti décident de relever les manches. D'autres, refusant de cautionner ce qu'ils apprécient comme une faute historique, se sont mis en congés de parti. Il y a même des départs. Et certains camarades pensent - à tort ou à raison - que la candidature de José Bové peut permettre le rassemblement de la gauche antilibérale. Le parti ne s'est jamais renforcé en s'épurant. C'est un parti amputé qui est en campagne. Amputé voire éclaté. D'ores et déjà, André Gerin demande un congrès extraordinaire, d'autres annoncent *«qu'on fera les comptes après les élections»*. En vérité, le volontarisme inhérent à une campagne - s'il peut nous doper - ne doit pas nous aveugler. C'est l'existence même du parti qui est en danger. Et qu'on ne se raconte pas d'histoire, la responsabilité nous en reviendra - à nous - la direction du parti. Ni le score de 2002, ni la stigmatisation des communistes unitaires ne nous en dédouanerons. Et encore moins si nous pensions la rejeter sur le corps militant qui n'aurait pas été « prêt ».

Ce conseil national peut être celui de la raison. Il est encore temps de bien faire. Proposons à tous les candidats de la gauche antilibérale de se rencontrer pour trouver les conditions de l'unité pour les présidentielles comme pour les législatives. Les législatives sont une étape à ne pas manquer. Les antilibéraux doivent peser dans la prochaine assemblée. L'esprit de partage des responsabilités et des présences publiques doit s'imposer : les communistes se grandiraient à s'y employer. Il faut donner les signes du désir d'aboutir vraiment et sincèrement pour que, contre la droite rassemblée, la gauche la plus déterminée soit capable de donner enfin le ton. Et autant le dire clairement, conditionner l'unité au rattachement de nos partenaires au parti, c'est comme conditionner

le rassemblement à la candidature de notre secrétaire nationale, c'est voué à l'échec. Pourquoi, ce qui est naturel avec le PS, dans un accord chacun compte pour un, ne le serait pas avec les partenaires de la gauche antilibérale ?

Enfin, je souhaite alerter sur la crise institutionnelle que constituerait l'exclusion du choix démocratique des candidats n'ayant pas obtenu les 500 signatures. Signatures qui ne sont pas des soutiens mais des validations. Ne pensons pas que la sanction qui toucherait les formations responsables nous épargnerait. C'est la crise de la politique partisane qui serait globalement aggravée. Pour un bien piètre avantage numérique, c'est la rupture durable avec les autres composantes de la gauche antilibérale que nous décréterions ainsi. J'ajouterai qu'il serait vraiment fort de café, si après Brice Hortefeux, Sarkozy appelait les élus UMP à donner leur signature, et apparaissait ainsi comme le défenseur de la démocratie. Encore un terrain, laissé vacant par la gauche – et pas le moindre – qui finirait par être occupé par le candidat de l'archi-droite !

Stop les bêtises !

Catherine Tricot
Val de Marne

Résumé d'intervention
Conseil national du PCF
26/2/ 2007

Les difficultés que révèlent les sondages pour la candidature de Marie George sont politiques : sans unité tous les antilibéraux manquent de crédibilité, Marie-George autant que Bové et Besancenot. Nous pouvons aujourd'hui faire deux gestes qui reviennent sur l'impuissance de la division.

1- Aux législatives, militons pour des candidatures antilibérales sans exclusive liée au choix des présidentielles.

2- Restons dans l'état d'esprit du rassemblement en permettant, par nos signatures, à Bové et Besancenot d'être candidats, comme Marie-George l'avait fait en partageant le temps de parole lors du référendum.

3. Vers un espace des communistes unitaires

contacts : contact.communistes.unitaires@gmail.com

Les trois textes ci-dessous se sont succédés dans un débat en cours par mail. Questionnements, retour sur l'actualité immédiate ou un passé moins récent, amorce de "thèses", ces contributions, quels qu'en soient la forme et les contenus, ne se veulent ni exhaustives, ni abouties: toutes sont incitations à poursuivre le travail d'analyse et de projection, et contribution à un espace communiste unitaire en gestation.

Ce que j'attends d'une association des « communistes unitaires »

Pierre Zarka
Seine Saint-Denis

Contribution
12/2/07

Lors de la réunion de Seine-Saint-Denis et depuis cette réunion, un débat partage des camarades : certains appelant à travailler des questions de « fond », d'autres craignent le club de discussion élitiste. Je vais tenter de préciser ce que j'ai en tête.

Qu'y a-t-il de particulier à se revendiquer de l'espace du communisme ? Plus nous sommes inscrits dans des processus de rassemblement et plus la question d'un apport original se pose. Or, faire du communisme, ce n'est pas obligatoirement être dans la stratosphère, sinon un seul espace antilibéral rassemblant toutes les énergies serait suffisant. Et nous ne sommes pas obligés de tout faire en double pour le seul plaisir de conserver un lieu communiste.

Partons du vécu comme on dit. J'en retiendrai deux aspects. Le premier est un des obstacles sur lequel nous avons butté avec la direction du PC. Cette question concerne aussi bien celles et ceux qui sont « dedans » que celles et ceux qui n'y ont jamais mis les pieds.

1.

Quel enjeu de la présidentielle? Les uns et les autres, nous n'avons cessé de dire que la présidentielle était un piège et comment elle nous a néanmoins fixés sur elle. Savoir si notre objectif est de constituer une force qui fasse contrepoids au PS ou si c'est de créer les conditions du

passage de la colère sociale à la politique et que c'est ce passage qui peut changer les représentations que l'on se fait de la société, qu'un changement de majorité ne peut découler que de ce mouvement des représentations, cela ne conduit pas aux mêmes comportements. Cela n'aurait peut-être pas débouché sur la même importance attribuée à la candidature et donc sur la même crispation.

De même nous ne pouvons nous contenter de déplorer que le parti communiste conserve une posture « d'avant-garde » sans nous interroger davantage sur : par quels processus le mouvement populaire peut-il investir l'espace politique ? Comment fait-on reculer la culture délégataire et est-ce possible ? Nécessaire ?

Tout ce qui renvoie dans nos discours quotidiens à ce que devrait faire un bon gouvernement, comme s'il était « normal » que ce gouvernement soit autonome, brouille les enjeux électoraux. Cela conduit le citoyen à voter de manière opportuniste, y compris au regard de ses propres convictions, pour le candidat qui est le plus proche de l'accès au pouvoir et non pour ceux qui lui donneraient à lui le plus de pouvoirs. Je connais des hommes et des femmes qui vont voter Ségolène Royale, or parmi celles et ceux que je connais, aucun(e) ne le fait par conviction.

A aucun moment les mouvements ne doivent se considérer incompetents et limiter le champ de leur intervention. La dissociation social/ politique permet toutes les dépossessions. Et la notion de contrôle des élus ne suffit qu'à constater les dégâts après-coup. Il ne s'agit pas de contourner le pouvoir d'Etat, mais de l'investir, ce qui en change le caractère ; il s'agit de s'attaquer progressivement au caractère d'extériorité de l'institution. D'où la nécessité de pouvoir établir une coopération consciente et quasi-organique avec des élus. Cela permet de modifier l'enjeu de l'élection. Elire un représentant que l'on reverra plus tard ou élire un partenaire avec lequel on va co-élaborer et co-intervenir, ce n'est pas identique. Cela appelle à ce que le mandat ne soit pas simplement fixé par des engagements le temps d'une campagne, mais soit continuellement renouvelé par un mouvement auquel l'élu participe, pour une mission bien délimitée. Moins l'élu aura d'autonomie, plus le mouvement aura de pouvoirs. Celui-ci s'approprie progressivement des « compétences » qui étaient réservées au seul Etat. On revient à la « révolution permanente » et au « dépérissement de l'Etat » en l'inscrivant dans la lutte pour s'émanciper de toute domination existante.

Il ne s'agit pas d'un débat purement théorique au sens où il y aurait plus urgent : la campagne de Marie-George montre combien nous en sommes à tenter depuis 1981 de faire voter sur le catalogue du mieux-disant, alors que la question qui bloque dans les esprits est « le possible » : peut-on concevoir la société à partir d'autres principes-clés de fonctionnement ? La campagne électorale laisse de fait cette dimension à Sarkozy ; quant à Marie-George Buffet, de ne pas investir ce terrain fait d'elle une candidature de témoignage.

La dissociation institutions (j'y mets les partis) / « société civile » autorise l'organisation en toute bonne foi à se substituer aux intéressés et à se couper de leur univers. Elle crée une autre dissociation, celle-là entre social et politique. Et c'est le second point que je souhaite mettre en débat.

2.

Les acquis sociaux obtenus lors du XX^e siècle l'ont été à partir d'interruptions de la normalité institutionnelle. Il faudrait s'interroger si ce type d'interruption est obligatoirement de l'ordre de l'évènement exceptionnel ou s'il peut annoncer une modification de rapports plus permanents. Lorsque l'institution reprenait son cours normal au terme des mouvements évoqués, dans un double mouvement, elle confirmait ces acquis, mais les figeait de manière à ce que ces acquis n'en entraînent pas d'autres. Un Yalta social en quelque sorte.

Depuis 1968 même, le retour à cette normalité est explicitement présenté comme la fin du mouvement. C'était particulièrement net en 2003 où Raffarin avait annoncé que l'ouverture du débat parlementaire devrait vider les rues. De fait, c'est bien ce qui s'est passé.

Le champ de ce qui doit être maîtrisé est infiniment plus large et plus complexe que la question du pouvoir d'Etat comme lieu unique où se régleraient les problèmes. Dans la culture dominante du mouvement révolutionnaire, la réduction à la prise du pouvoir d'Etat a conduit - même s'il y a des nuances selon les forces impliquées - à confondre capital et capitalisme, je veux dire par là à négliger les rapports sociaux et la manière dont ils se tissent en permanence à travers toutes les pratiques sociales. Cela isole la dimension exploitation de l'ensemble des rapports de domination. Les lectures dominantes de Marx ont fait l'impasse sur l'enchevêtrement des rapports de domination.

Cela a un double effet. D'abord accepter la dissociation entre travailleur et citoyen. Actuellement, il n'y a pas de lieu où l'on puisse être les deux en même temps ; réduire les principales mesures à la seule redistribution des richesses, sans jamais interroger ce qui peut reproduire des rapports sociaux de domination. Et cela conduit à rechercher ce qui est acceptable par les forces institutionnelles plus qu'à prendre la mesure des aspirations parfois mal explicitées de celles et ceux qui sont hors du champ institutionnel. D'où un catalogue qui est, malgré de bonnes intentions, en retrait sur les exaspérations ou rêves de pans entiers de la société.

Cela se prolonge avec cette question : comment aborder le social et le sociétal ? Là encore, catalogue ou principes clés ? Dans un contexte où même celles et ceux qui luttent, s'interrogent sur le possible. Le niveau d'exigence n'est pas le même selon que l'on se dise que les dépenses sociales sont un boulet que doit tirer l'économie et qui pèse sur son efficacité, ou si au contraire que c'est un levier, parce que l'économie c'est de l'activité, de l'intelligence humaines, de la santé, du bien-être, des droits et que tout cela se paie. C'est ce qui permet d'apprécier ce qui, de la sauvagerie que nous prépare Sarkozy, du libéralisme de la gauche caviar de Ségolène Royale ou de nos propositions, est non seulement possible mais réellement réaliste et efficace pour la société. Nous laissons trop le débat social et sociétal enfermé dans « combien ça coûte » même en disant que l'argent existe. La première question devrait être : est-ce nécessaire ? En tous cas, c'est dans ces termes que les plus pauvres, les plus jeunes se posent les questions qui les concernent. Sauf qu'ils limitent cette nécessité à eux-mêmes, alors qu'ils pourraient avoir la force que donne l'idée que c'est nécessaire à la bonne marche de la société et du monde.

C'est toute la différence que personnellement je fais entre programme et projet. Le premier nous enferme dans un catalogue que personne ne retient et qui fige les positions. De ce fait, il demeure toujours en extériorité vis-à-vis des gens auquel il est destiné. Nous avons dénoncé les abandons des engagements issus du programme par le PS, en 1978, en 1982 et 84, en 2000 et 2002 avec le succès que l'on sait. Il est peut-être temps de changer d'habitude. On ne peut demander aux citoyens d'apprendre le programme par coeur. Ils restent donc spectateurs. Projet, nous conduit non plus sur une liste mais sur deux ou trois logiques, facilement mémorisables, j'ai tenté de le montrer à propos de ce qu'il faut penser des dépenses sociales. Cela, chacun/e peut se l'approprier et le décliner en exemples concrets, selon le moment et le lieu où il est. Il ne s'agit donc pas d'être « abstrait » mais de revenir aux mesures par la porte de ce qui donne du sens. La difficulté est plutôt chez nous qui croyons que le seul moyen d'être concret est d'être syndical. Or, les discours des féministes, des anti-racistes ou des jeunes de banlieue cherchent à produire du sens plus qu'un catalogue, cela ne les empêche pas de réclamer des objectifs précis. S'attaquer à la culture est autrement plus contraignant pour les forces politiques.

Nous devons approfondir ce qu'implique la fin d'une époque politique que nous nous plaçons à invoquer. Préparer la campagne des législatives en travaillant (notamment) ces thèmes permettrait de commencer à faire émerger concrètement un autre espace politique. Commencer, dans les lieux où nous serions en mesure de le faire. Il serait possible par exemple, non seulement d'avoir des débats publics, mais que les collectifs de campagne des législatives, la rédaction des axes des matériels se fassent avec la participation de celles et ceux qui souhaitent y participer. Pour les intéressés, c'est autre chose que de signer des appels et d'attendre le jour de l'élection.

Pour en avoir déjà discuté avec des camarades, il arrive que l'on m'objecte des exemples d'hommes et de femmes qui n'envisagent pas de s'investir continuellement en politique. Je le comprends bien. Il ne s'agit pas pour moi qu'ils s'investissent tous continuellement, mais que même avec une rotation, il y ait continuellement quelqu'un qui s'investisse. Seconde remarque : c'est parce que cette objection est vraie que nous ne réussissons pas la transformation sociale : je ne crois pas que l'on puisse changer le monde sans changer la manière dont il nous a faits. Et j'ai tendance à penser que ce qu'attendent les hommes et les femmes qui s'engagent est de commencer à se changer eux-mêmes, à sortir d'une certaine grisaille pour les uns, du malheur et de la compassion pour d'autres.

Je souhaite donc que nous travaillions (entre autres) sur ces deux thèmes qui pour moi se croisent : faire reculer les démarches délégataires en posant concrètement comment s'approprier des pouvoirs de maîtrise et comment dépasser l'expression du vécu pour donner aux problèmes dits concrets leur dimension d'« enjeu pour toute la société ».

Produire pour sortir le communisme de l'impasse

Danielle Sanchez
Seine Saint-Denis

Contribution
17/2/2007

Voici aussi quelques réflexions personnelles, étant plus préoccupée de ce que l'on sera capable intellectuellement de produire pour sortir le communisme de l'impasse dans lequel il est, plutôt que par la préoccupation de structuration d'une association. Je préfère le terme d'espace, mais je ne m'accroche pas à cela.

Effectivement la campagne électorale nous donne un bon aperçu de la confrontation programme et projet, des limites à convaincre côté gauche comme droite du catalogue de propositions qui ne s'appuie pas sur la démonstration des cohérences, les logiques, les modes de fonctionnement de la société. Quoiqu'avec Sarko le dessin de la société qu'il veut est assez clair pour les gens plutôt que du côté Ségol. Ce qui semble lui donner le vent en poupe. Attention à mon avis au contresens !!! Les % dans les sondages assez désastreux ne témoignent pas, de mon point de vue, d'un virage à droite de la société française depuis le "Non" au TCE. Depuis le Référendum, le pays a investi le "souhaitable" en particulier sur le plan social, mais le décalage est toujours aussi grand entre ce "souhaitable" et le "possible". Royal répond à cela par "On fera avec ce que l'on pourra dans un "donnant/donnant" "droits/devoirs", avec un catalogue qui vise à relancer l'illusion de la possibilité de relance d'une politique néo-kéneysienne alors que même sans être économistes, les gens entendent bien depuis des années que, quelque part, de cette période des 30 glorieuses, on en est bel et bien sorti : ralentissement de la croissance (2% de gains de productivité /an au lieu de 5% /an dans les années 60), Démonstration tous les jours que depuis des années, les salariés n'en profitent plus, toute puissance des marchés financiers. L'interrogation lancinante dans la société, au travers de celle « du possible » est : Où est le pouvoir? Peut-on ou non maîtriser son devenir social? Peut-on ou non mettre l'économie et la politique au service du plus grand nombre?

Et nous là-dedans? Qu'est ce qui nous différencie? La sincérité de notre engagement en faveur du monde du travail et des couches populaires... incontestée !!! L'efficacité de la réponse ??? Plus qu'un doute Ne laisse-t-on pas traîner l'illusion nous-aussi depuis des années, de reconduire peu ou prou les conceptions issues des suites de la Libération ? L'illusion que par des pouvoirs institutionnels renforcés en faveur des salariés, en France et en Europe, un nouveau "donnant/donnant" avec le capital ("bonus / malus")...

Effectivement quelles sont les questions-clé ? Les finalités et les nécessités avant d'aborder "techniquement" les moyens, pour quelle autre logique ? Celle-ci est-elle non pas réaliste, pragmatique, mais **réalisable** sous quelles conditions. Ce qui n'est vraiment pas pareil. Par exemple comment avoir une politique sociale équitable et ambitieuse sans faire partir les capitaux et donner prétexte à la délocalisation des emplois ? **Vaste problème Y répond-t-on ? De mon point de vue NON. Et pourtant c'est dans toutes les têtes côté peuple de gauche.**

Donc d'accord avec Pierre sur sa façon de voir ; mais pour aller plus loin que ce que nous avons fait avec les EGC³, malgré un beau texte "fondateur" de J.M Vincent sur le communisme. Il faut effectivement reconnaître que nous avons besoin très concrètement de nous mettre au travail le plus collectivement possible, avec les apports les plus divers possibles, en confrontation réelle, sur une série de thèmes de fond. Par exemple, prendre conscience qu'il est nécessaire de sortir de ce que je considère notamment depuis les années 80 comme une autre forme de dogmatisme, sur le plan économique & social : que la « réponse communiste » soit celle d'un ensemble très ficelé de "Sécurité Emploi Formation" / Pouvoirs nouveaux / Utiliser l'argent autrement- nouveau crédit- réforme fiscale/ Refonte de la BCE et institutions européennes. Comme tout ceci ne peut advenir par incantation, comment démontrer véritablement les ruptures nécessaires avec le capitalisme ?

D'ailleurs, au juste, quelle analyse plus précise faisons-nous aujourd'hui de la phase actuelle du capitalisme mondialisé ? "Forces / Faiblesses" du capitalisme ? Le débat à peine ébauché au congrès, est plus actuel que jamais. Transformer les rapports sociaux y compris les rapports sociaux de sexes, oui, mais c'est-à-dire ? Quelle analyse faisons-nous de ceux-ci, des contradictions, doit-on encore s'intéresser à la dialectique de la confrontation : développement des forces productives et rapports sociaux de domination/exploitation Quelle conception avons-nous du progrès ? Encore une fois, qui et où sont les pouvoirs ? A-t-on sincèrement le sentiment d'avoir fait vraiment le tour d'une conception véritablement contemporaine et "praticable" de dépassement du capitalisme ? Sommes nous quitte de la compréhension de l'échec du communisme du 20^{ème} siècle ?

Sur le plan stratégique : que fait-on du rapport mouvement social/politique et pouvoirs institutionnels ? Qu'est-ce qui est de nature à relativiser le moment de la "prise du pouvoir" pour mieux faire percevoir ce qui contribue à un processus de réalisation d'une société libérée, dépendant d'abord de la capacité d'initiative ou des pouvoirs d'agir des individus (réflexion très au-delà de la démocratie participative). Mais quoi, concrètement, au-delà aussi du verbiage. Lutter pour une autodétermination individuelle et collective, dépasser les rapports de subordination, promouvoir les relations d'autonomie et de coopération. Quid alors dans ce cadre du dépassement **enfin des notions de ralliement et d'alliance** à une classe ou à un parti, de dépasser historiquement toutes les conceptions et notions d'incarnation... ?

Bref, j'attends du travail collectif sous forme d'ateliers en travaux

3 Etats généraux du Communisme, avril 2002

continus avec des formes de productions, publications... moments pointus de confrontation avec la culture traditionnelle communiste qu'elle se manifeste au sein du PCF ou de la LCR. Le courage de lister dans une 1^{ière} étape les questions-clé et les conceptions de cette tradition communiste qui semblent « intangibles » et qui, pourtant, méritent d'être largement revisitées (théoriquement et pratiquement).

Thèses pour le communisme

Laurent Lévy

Essai
17/2/2007

Pour poursuivre les réflexions proposées par Pierre Zarka et Danielle Sanchez, ceci est un essai, nécessairement partiel, de « catalogue raisonné » des combats et orientations de ce que pourrait être un communisme d'aujourd'hui, pour servir d'aliment à la réflexion collective des « communistes unitaires », et le cas échéant de contribution à l'élaboration d'un manifeste communiste pour notre temps.

Il manque certainement des chapitres entiers (en particulier tout ce qui concernerait l'organisation particulière des communistes, ainsi - lacune essentielle - que ce qui concernerait leur investissement concret dans les débats politiques actuels). Par ailleurs, ces premières remarques sont déséquilibrées. Certaines d'entre elles sont par ailleurs susceptibles de ne pas faire l'unanimité ; il s'agit ici, et à ce stade, plus de provoquer au débat que d'en proposer de façon péremptoire une issue – à l'évidence prématurée...

CHACQUE POINT APPELLE DÉVELOPPEMENTS, DISCUSSIONS, APPROFONDISSEMENTS, ET PARFOIS CONTROVERSES. ET BIEN SÛR, CHACUN APPELLE DES INITIATIVES, DES ORIENTATIONS, DES CHOIX POLITIQUES PRATIQUES, QUI NE SONT ICI PAS MÊME ÉVOQUÉS, SI CE N'EST À L'OCCASION DE FAÇON TRÈS LAPIDAIRE. IL S'AGIT DE THÈSES ASSEZ ABSTRAITES, QUI DEMANDENT À ÊTRE CONCRÉTISÉES EN TERMES POLITIQUES.

THÈSES POUR LE COMMUNISME

1 - Les communistes militent pour le dépassement de toutes les structures sociales porteuses d'oppression : capitalisme et société marchande ; patriarcat ; nationalismes, racismes et xénophobies ; productivisme.

1.1 – Dépassement du capitalisme

1.1.1 – La lutte anticapitaliste ne peut tirer sa cohérence que de la lutte contre la marchandise.

1.1.1.1 – Les communistes militent pour le dépassement des relations marchandes. Ils favorisent le développement des gratuités, et des comptabilités en nature.

1.1.1.2 – Le dépassement de la marchandise passe par le développement de structures sociales coopératives, et de solidarités diverses.

1.1.2 – La lutte anticapitaliste est indissolublement lutte contre le salariat.

1.1.2.1 – Les communistes militent pour le dépassement du caractère marchand de la force de travail, et donc pour l'accroissement des droits collectifs et la constitution de pouvoirs réels des travailleurs dans les relations de travail, ainsi que l'augmentation des salaires.

1.1.2.2 – Les communistes luttent contre le principe même du droit au licenciement. Ils favorisent les mobilisations contre tout licenciement.

1.1.3 – Les communistes militent pour que nulle possession de patrimoine ne confère de droit économique

1.1.3.1 – Les communistes militent pour la diminution radicale et pour la suppression de tout revenu du patrimoine

1.1.3.2 – La propriété foncière doit être socialisée.

1.1.3.3 – Toute mesure tendant à diminuer la rentabilité économique des patrimoines lucratifs a la faveur des communistes.

1.1.3.4 – Les communistes militent pour un contrôle public, allant jusqu'à l'appropriation publique si cette appropriation en est une condition, de tous les principaux moyens de production, de distribution et d'échange.

1.1.4 – Les communistes luttent contre les politiques inspirées de l'idéologie néo-libérale.

1.1.4.1 – Le développement des politiques néo-libérales est essentiel au stade actuel du capitalisme mondialisé.

1.1.4.2 – Tout recul de ces politiques contribue au dépassement du capitalisme.

1.1.5 – La lutte pour le dépassement du capitalisme suppose celle pour l'approfondissement de sa connaissance et de son étude. Les communistes travaillent à cet approfondissement théorique et contribuent aux combats idéologiques sur ce terrain.

1.2 – Dépassement du patriarcat

1.2.1 – Le dépassement du patriarcat suppose une lutte constante pour l'égalité sociale des hommes et des femmes.

1.2.1.1 – Les communistes sont partie prenante de toutes les luttes féministes.

1.2.1.2 – La question de l'égalité se pose dans tous les domaines de la vie, que ce soit au travail, dans les autres secteurs de la vie sociale, ou dans la vie domestique.

1.2.2 – Le dépassement du patriarcat suppose celui de l'ordre symbolique hétérosexiste.

1.2.2.1 – Les communistes militent contre toutes les formes d'homophobie.

1.2.2.2 – Les communistes luttent pour l'égalité de droit et de fait des personnes et des couples, indépendamment de leur orientation sexuelle.

1.2.3 – Les communistes contribuent à la réflexion théorique et aux combats idéologiques tendant à dépasser les oppressions de genre.

1.3 – Dépassement du nationalisme

1.3.1 – Tout nationalisme fonde des pratiques et des représentations en définitive racistes. Le combat anti-raciste des communistes est un combat anti-nationaliste.

1.3.2 – Les communistes militent pour le dépassement des frontières et l'égalité de droit de tous les êtres humains.

1.3.2.1 – Les communistes considèrent que tous les droits, qu'il s'agisse de droits économiques ou de droits civiques reconnus aux nationaux, doivent être reconnus sans réserve à tous les résidents, sans condition de nationalité.

1.3.2.2 – Les communistes militent pour le droit de tout être humain à fixer sa résidence dans le pays où il le souhaite, et d'y jouir, sans condition de nationalité, de la totalité des droits qui y sont reconnus à tout être humain.

1.4 – Dépassement du productivisme

1.4.1 – Les communistes militent pour une société dégagée du culte du quantitatif. Ils considèrent que la production n'est pas une fin en soi, et que les calculs économiques doivent prendre en considération la question du bien être humain dans toutes ses dimensions.

1.4.2 – Les communistes militent pour que les besoins de l'ensemble de l'humanité soient pris en compte dans les prises de décisions relatives aux modes de vie, aux choix économiques, etc.

1.4.3 – Les communistes militent pour un respect des équilibres durables de la planète.

1.4.4 – Les enjeux de civilisation passent par l'expérimentation de nouveaux modes de vie.

1.4.5 – Les communistes contribuent à la réflexion théorique sur les modes de vie et de production, et contribuent aux luttes idéologiques dans ce domaine.

2 – Les communistes entendent s'organiser et contribuer à l'organisation politique de celles et ceux qui poursuivent les mêmes objectifs qu'eux.

2.1 – Les communistes mènent chacun de leurs combats dans l'unité maximale avec les différentes forces qui s'y investissent.

2.1.1 – L'union des forces diverses qui combattent concrètement pour tel ou tel dépassement des structures de domination qui caractérisent la

société contemporaine est une ligne stratégique essentielle pour les communistes.

2.1.2 – Dans tous les cas, les communistes envisagent leur participation aux luttes, actions et réflexions collectives sans souci de domination ou de direction, et sans perdre jamais de vue leurs objectifs fondamentaux.

2.2 – Les communistes refusent toute séparation de principe entre un champ spécifique de la politique, et différents champs du mouvement social.

2.2.1 – L'objectif des communistes est de contribuer aux changements de la société par le dépassement de toutes les structures d'oppression et de tous les rapports de domination. La question du pouvoir n'est pas au cœur de leurs préoccupations, mais n'en est qu'un aspect indissociable de l'ensemble de leurs combats.

2.2.2 – Les communistes entretiennent un rapport critique avec l'ensemble des institutions et lieux de pouvoir.

2.2.2.1 – Les communistes militent pour le dépassement de l'État.

2.2.2.2 – Les communistes luttent, dans tous les aspects de la vie sociale et politique, contre la délégation de pouvoir et la dépossession de souveraineté.

2.2.2.3 – Les communistes favorisent en toute circonstance les modalités de prise des décisions collectives qui permettent de trancher les questions posées au plus près du lieu où elles se posent.

2.2.2.4 – Les communistes militent contre toutes les formes de délégation de souveraineté, et favorisent les formes d'expression et de démocratie directe partout où c'est possible.